

Information hebdomadaire 20/88Visite d'Etat du Président de la République Portugaise,  
M. Mario Soares

Le Président Soares, accompagné notamment du MAE Pinheiro et des Secrétaires d'Etat Correia de Jesus (Communautés portugaises) et Horta e Costa (Commerce extérieur) a eu le 18.5.1988 des entretiens officiels de près de 2 heures avec une délégation suisse conduite par le Président de la Confédération, ainsi que les Conseillers fédéraux Delamuraz, Koller, Felber et Ogi.

Les entretiens ont porté essentiellement sur les questions européennes et les relations Est-Ouest. La situation en Afrique australe, à Timor, ainsi que les relations bilatérales ont également été brièvement abordées.

Questions européennes

Le Portugal est très satisfait de son expérience communautaire, qui entérine un retour du Portugal vers des aspirations européennes, et qui n'a pas causé le choc économique néfaste pour le pays que certains craignaient. Le Portugal, qui bénéficie de crédits communautaires pour moderniser son infrastructure de communications, a désormais un avenir européen. Il est plus prospère aujourd'hui que lorsqu'il bénéficiait des grandes richesses de l'Angola et du Mozambique. Pour sa part, la CE bénéficie, depuis l'arrivée de l'Espagne et du Portugal, d'une ouverture vers l'Amérique latine et l'Afrique qu'elle n'avait guère auparavant.

La Suisse ressent quelques freins, chez certains membres de la CE, au sujet de la coopération CEE-AELE. Elle se sent aussi plus isolée politiquement face à la CE. Elle apprécie donc d'autant plus le langage d'ouverture que le Portugal tient, ici et à Bruxelles. Le Portugal, qui n'a jamais oublié l'appui apporté par l'AELE, souhaite l'institutionnalisation de contacts réguliers et fréquents entre la CEE et l'AELE.

Est-Ouest

Le Président Soares a été récemment en visite officielle en URSS, voyage d'autant plus important qu'en raison du rôle du PC pendant la révolution portugaise et la présence de l'URSS en Angola, les relations entre le Portugal et l'Union soviétique étaient tendues. La personnalité de M. Gorbatchev lui a paru impressionnante. Homme direct, pragmatique et réaliste, il veut aboutir à des réformes qui seules peuvent permettre à l'URSS de maintenir sa place de superpuissance. La Perestroïka connaît cependant beaucoup de limites, et conduit souvent à une nouvelle langue de bois.

Le Portugal, membre indéfectible de l'OTAN, est convaincu que seule une position de force de l'Occident pourra amener des concessions de l'URSS en matière de désarmement. L'URSS, pour l'heure, veut se désengager d'Afghanistan et d'Afrique australe.



C'est du reste pourquoi le Vice-MAE Adamichine vient de rencontrer M. Chester Crocker à Lisbonne, pour y discuter de l'Angola.

Les N + N ont déposé à la CSCE un projet de document final substantiel et équilibré. Pour le Portugal, une telle initiative peut être décisive, mais la clé de la négociation se trouve à la 3è corbeille, sur les droits de l'homme. Il paraît vraisemblable que l'URSS attendra les élections américaines avant de se décider en la matière.

Le Portugal et la Suisse partagent par ailleurs les mêmes préoccupations sur le déséquilibre des armes conventionnelles en Europe.

La question des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève est brièvement évoquée. Le Portugal n'a pas d'objection de fond à émettre, et sa ratification est à l'examen.

### Afrique australe

Des éléments nouveaux se dessinent, avec la Conférence de Londres entre les principaux Etats concernés, et la rencontre américano-soviétique de Lisbonne. La clé du problème se trouve en mains sud-africaines. Le Portugal, dont plus de 600'000 ressortissants vivent en Afrique du Sud, suit la question de près, et encourage des discussions directes entre ce pays et l'Angola et le Mozambique. L'Afrique du Sud, intolérante et butée, ne semble cependant pas vouloir avancer.

Une fois la paix revenue dans la région, le Portugal oeuvrera pour que l'Europe appuie un grand plan d'aide économique et sociale, dans lequel la Suisse pourrait jouer un rôle important.

### Timor

La question de l'autodétermination de la population de Timor-Est reste une des préoccupations principales du Portugal. L'Europe se doit de l'appuyer, car elle ne peut se montrer le champion des droits de l'homme dans certaines régions et pas dans d'autres.

### Relations bilatérales

Nos relations sont excellentes. La Suisse est heureuse d'accueillir 76'000 Portugais, et le Portugal exprime sa gratitude pour l'accueil qui leur est fait.

Le Président Soares attire néanmoins notre attention sur certains problèmes : l'assurance chômage des saisonniers rentrant au Portugal, l'abaissement de 10 à 5 ans du délai pour l'obtention du permis d'établissement, l'obtention du permis annuel, l'enseignement de la langue portugaise et la formation professionnelle.

La Suisse est disposée à entamer des discussions sur ces problèmes. Sur les points les plus importants, cependant, elle doit, pour des raisons de politique intérieure, attendre le rejet d'une nouvelle initiative populaire xénophobe, vers la fin de

l'année, avant d'envisager des modifications du statut des Portugais en Suisse.

Enfin, la Suisse pourrait être amenée à coopérer à la modernisation de l'infrastructure de communication du Portugal.

### 27e Réunion Conseil Ministres OCDE, Paris 18/19 mai 1988

Présidence suédoise (Ministre finances Feldt et Ministre AE Gradin). Ordre du jour comportant trois points de substance consacrés à :

(i) situation et politiques économiques, (ii) commerce : négociations Uruguay, (iii) réformes structurelles touchant en particulier agriculture, investissement et technologie. Résultats consignés comme à l'accoutumée dans communiqué de presse distribué séparément, immédiatement aux instances directement concernées.

#### I. Appréciation d'ensemble

Sur la situation économique mondiale, une convergence d'appréciation s'est dégagée sans trop de problèmes. Elle fait la part des choses entre d'une part les progrès accomplis notamment grâce à la coopération internationale (croissance, augmentation des échanges, diminution des déséquilibres) et d'autre part le défi sérieux qui résulte de la persistance de déséquilibres importants, de tendances protectionnistes maintenues et de montée des taux d'intérêts et de menaces inflationnistes. Il en résulte un message de confiance, tempéré par la nécessité d'une grande vigilance et d'un renforcement de la coopération internationale.

Débats parfois vifs voire affrontements sur négociations commerciales et, dans ce contexte, politiques agricoles ont constitué points forts de la réunion. Le compromis réalisé non sans peine consacre la résistance communautaire et plus généralement européenne face à une insistance américaine d'étoffer substantiellement l'ordre du jour de l'examen mi-parcours (Montréal en décembre 1988) des négociations Uruguay. Dans ces conditions, intérêts suisses sauvegardés notamment dans la mesure où il est reconnu que des progrès doivent être accomplis dans tous les domaines de l'Uruguay Round et qu'en matière agricole l'engagement ne va pas au-delà des principes convenus à la réunion ministérielle de l'OCDE de 1987.

L'objet prioritaire de la discussion ministérielle cette année relevait donc en fait d'une négociation engagée au GATT. Toute modification dans l'équilibre de cette négociation d'ensemble conduite hors du cadre de l'OCDE s'est donc heurtée à des difficultés résultant notamment de l'impossibilité d'obtenir de véritables contreparties à des concessions qui auraient pu être consenties par exemple en matière agricole, et aussi de l'absence des autres partenaires à la négociation (pays en développement).

Compte tenu de la marge de manoeuvre limitée des mesures macro-économiques de gestion globale, une attention plus marquée s'est portée sur les réformes de structures spécifiques. Une tendance se dégage pour considérer ensemble les composantes macro- et micro des politiques économiques, ce qui répond à une évolution qui doit être saluée.

Les Ministres ont attaché beaucoup d'importance de l'émergence de nouvelles économies industrialisées (NIE's) et ont consacré à ce thème (ne figurant pas à l'ordre du jour) un échange de vues informelle (déjeuner). Le Secrétaire général a mandat d'engager des contacts informels et discrets et un

groupe de travail du Conseil va examiner cette problématique dès le mois de juin.

## II. Améliorer les perspectives de croissance globale et de création d'emplois : le rôle des politiques économiques (point 2 ordre du jour)

Après une première version qui peignait une situation économique plus positive qu'elle ne l'est en réalité, le document de synthèse servant de base à la discussion reflète assez fidèlement les forces et faiblesses de l'économie mondiale.

Dans un exposé introductif très lucide et nuancé, le Secrétaire général Paye a laissé percer les ambiguïtés des principaux partenaires, soit la volonté des Etats-Unis de ne voir que la bonne conjoncture intérieure et celle des grands pays européens à la balance courante fragile de n'être pas trop vite submergés par des exportations américaines. Confrontée aux difficultés d'adaptation de ses structures, l'Allemagne trouve également son intérêt à ne pas subir trop de soubressauts.

Devant cette situation, la Commission des CE prône une meilleure indépendance de l'Europe par la réforme du système monétaire et une relance concertée faite d'ajustements structurels rendus plus supportables par des mesures budgétaires d'accompagnement. Quant aux pays hors Marché Commun, ils insistent surtout sur le libre accès aux marchés. Etouffés par leur croissance intérieure galopante, les pays méditerranéens à économie encore en développement se joignent aux pays nordiques pour exiger plus de croissance créatrice d'emplois.

Quant au Japon, qui avait beaucoup été critiqué l'année dernière, il ne reçoit que des engagements à poursuivre sur sa lancée tout en assouplissant encore ses réglementations et en internationalisant encore plus le yen.

C'est sur des progrès rapides en agriculture que les Etats-Unis ont mis l'accent. Les représentants OCDE du Groupe de Cairns, directement intéressés à de tels progrès, se sont trouvés ici dans la situation d'arbitres entre les velleités américaines et communautaires; puisqu'ils voulaient éviter la rupture. Montréal mettant les Canadiens dans une position délicate, c'est l'Australie qui joue les intermédiaires.

### III. Contribuer au succès des négociations d'Uruguay (point 3 ordre du jour)

La quasi totalité des orateurs ont exprimé leur satisfaction quant à la façon dont les négociations d'Uruguay se sont engagées. Ils ont insisté sur la nécessité de poursuivre et d'intensifier l'effort entrepris. Toutefois, comme prévu, un clivage très net est apparu entre les Etats-Unis soutenus principalement par le Canada et l'Australie d'une part, les pays européens, la délégation de la Communauté jouant à plusieurs occasions le rôle de fer de lance, d'autre part sur deux points controversés : l'examen à moyen terme de Montréal et l'agriculture.

Dans l'optique américaine et canadienne, l'examen à moyen terme doit permettre d'enregistrer des résultats tangibles qui auraient pour effet d'orienter la suite des négociations d'Uruguay. Dans le domaine de l'agriculture en particulier, les Etats-Unis estiment que les progrès enregistrés sont minimes et dans certains cas même illusoire. Pour la plupart des délégations européennes y compris celle de la Communauté, la négociation d'Uruguay doit suivre son cours comme prévu. Même s'il est important de garder à l'esprit la nécessité d'aboutir, et donc de ne pas relâcher l'effort, il n'y a pas de raisons de modifier les priorités. La revue à moyen terme est importante mais le but final doit rester le succès de la négociation dans son ensemble. L'important à ce stade est de réaliser les objectifs de "stand still" et de "roll back" pour éviter que la montée des tendances protectionnistes à laquelle on assiste actuellement ne mette en danger la poursuite des pourparlers.

Sur la question agricole, la Communauté et les délégations européennes constatent que le processus engagé lors de la Conférence ministérielle de l'OCDE en 1987 suit son cours de manière satisfaisante. En effet, les objectifs auxquels les pays Membres ont souscrit ont fait l'objet, au sein de la Communauté, d'importantes décisions adoptées par le Conseil européen de février cette année. Il n'y a pas lieu à ce stade de souscrire à des engagements supplémentaires mais bien de suivre le programme arrêté l'année dernière.

Après s'être battus jusqu'au dernier moment pour donner à leur thèse un éclat maximum, les Etats-Unis ont cédé sur la plupart des points controversés si bien que le Communiqué de la Ministérielle a pu être finalement adopté sans concessions notables du côté européen.

La Suisse a relevé que la négociation d'Uruguay progressait sur tous les fronts bien que la tâche soit ardue. Il y a lieu toutefois d'aller vite pour pallier la détérioration du système commercial mondial. C'est aux Ministres qu'il appartient de donner de manière suivie les impulsions nécessaires pour obtenir que les négociations ne s'enlisent pas et pour s'assurer que les résultats attendus soient atteints. La revue à moyen terme doit bien sûr permettre d'enregistrer des résultats tangibles mais ceux-ci ne doivent pas devenir une condition à la poursuite du processus. Ce qui importe, c'est que Montréal contribue au succès global de la négociation. D'autre part, il y a lieu d'assurer par la négociation une meilleure intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral. Enfin, il est primordial de

ne pas perdre la vue d'ensemble et d'éviter la tentation de traiter certains aspects de manière privilégiée. Cela ne pourrait que porter préjudice à la transparence des négociations qui doivent rester véritablement multilatérales et globales. La situation actuelle des échanges internationaux appelle des réformes fondamentales qui ne pourront être atteintes que s'il existe une volonté politique d'aboutir.

#### IV. Intensifier les réformes structurelles (point 4 ordre du jour)

Reconnue par les autres pays Membres comme le pays ayant mis en place le programme le plus complet de réformes structurelles, la Nouvelle-Zélande a ouvert les débats sur ce thème. Son Ministre des finances, M. Douglas, a lancé un vibrant appel pour que nos pays cessent de transférer le poids des réformes sur la prochaine génération.

Mettant en place un programme de réformes structurelles, il faut avoir à l'esprit que :

(i) l'intervention gouvernementale dans une économie est inévitable étant donné que la tâche des gouvernements est de promouvoir un cadre juridique assurant l'égalité des chances;

(ii) les gouvernements doivent être particulièrement attentifs à la qualité de leurs interventions, se souvenant que l'interventionnisme dans un seul secteur impose des coûts aux autres secteurs, le secteur originellement bénéficiaire étant tôt ou tard critiqué s'il ne parvient pas à terme à se rendre autosuffisant;

(iii) une gestion économique de qualité implique une vue prospective globale se traduisant par des politiques cohérentes qui doivent être comprises par la population et donc aussi transparentes que possible.

Le défi posé aux gouvernements est donc de créer un environnement où les entreprises et les individus sont libres de faire valoir leurs avantages comparatifs avec l'aide de l'appareil législatif et non en se battant contre lui.

Dans un environnement aux évolutions rapides, les gouvernements doivent s'employer à ce que :

(i) leur politique macro-économique assure la stabilité à moyen terme grâce à un faible taux d'inflation et à un endettement public qui n'épuise pas les ressources du secteur privé;

(ii) les réformes qu'ils décident d'introduire soient équitables et facilement contrôlables afin d'obtenir l'acquiescement d'une population responsable;

(iii) leur intervention suscite des incitations aux changements qui, à leur tour, créent des besoins de réformes supplémentaires. Pour cela les gouvernements doivent s'ouvrir des problèmes économiques avec la population et donner un exemple d'efficacité.

C'est dans les domaines des recettes fiscales, des dépenses publiques et des réglementations que les gouvernements sont le mieux à même de créer des conditions de concurrence optimales.

## Réforme structurelle de l'agriculture

Souscrivant au principe d'une meilleure transmission des signaux du marché aux agriculteurs, les Ministres acceptent que les politiques agricoles nationales doivent se soumettre à des réformes structurelles pour mieux équilibrer l'offre et la demande solvable globales. Mais les avis divergent à propos des modalités de ces réformes selon que les pays ou groupes de pays possèdent ou non des avantages comparatifs.

Les instruments d'analyse quantitative mis au point par l'OCDE, soit les ESP/ESC et le modèle agricole, font de plus en plus d'adeptes - les pays nordiques s'y sont entre autres ralliés et le Japon ne s'y oppose plus. Le découplage a été spécifiquement critiqué par l'Irlande qui n'y voit qu'un moyen de transformer les agriculteurs en assistés. Ce pays a largement exposé ses vues sur le concept de développement rural intégré qui présuppose des politiques agricoles intégrées à d'autres activités annexes. Pour cela, il faut concevoir des programmes à moyen terme afin de permettre aux agriculteurs d'élargir horizontalement et verticalement leurs activités afin d'acquiescer l'auto-suffisance dans un cadre nouveau.

La Suisse s'est exprimée dans le même sens, arguant de la nécessité pour tous les pays de gérer leur agriculture de telle sorte qu'elle puisse aussi atteindre les buts non économiques, parmi lesquels le développement rural, qui lui sont assignés. En s'engageant à maîtriser leur offre de produits agricoles, les pays doivent trouver des moyens qui n'affectent pas négativement la situation d'autres pays. Le système recherché doit donc laisser aux régions ou pays la solution à leurs frais de leurs problèmes, éviter les effets perturbateurs sur le marché international et assurer la "Glasnost" des politiques agricoles afin que l'application du système multilatéral soit mieux vérifiable.

## Strukturreform mit Blick auf die Rolle von Investitionen und Technologie

Die Konferenzteilnehmer waren sich einig, dass die durch einen wirksamen Strukturwandel ausschöpfbaren Wachstumsreserven in hohem Masse von der Sicherung eines freien weltweiten Investitionsflusses abhängen. In einer Zeit wieder zunehmender Restriktionstendenzen im internationalen Kapitalverkehr galt es, die Bedeutung einer nicht-diskriminierenden Behandlung der Direktinvestitionen als Träger von Beschäftigung, industrieller Erneuerung und Technologietransfer hervorzuheben. Grosse Wichtigkeit mass man auch ihrer Rolle bei der Herausbildung einer sinnvollen, auf komparativen Vorteilen beruhenden internationalen Arbeitsteilung bei, unter welcher der Abbau von weniger kompetitiven Produktionskapazitäten in den fortgeschrittenen Industriestaaten durch erhöhte Mehrwertschöpfung der restrukturierten Wirtschaft kompensiert wird. Es ergab sich ferner ein eindrückliches Panorama der verschiedenen nationalen Erfahrungen im Struktur-Management (staatliche Deregulierungsmaßnahmen, Privatisierungen, Steuerreformen, technologische Kooperationsförderung und Ausbildungsstrategien u.a.). Schliesslich wurde die OECD

verschiedentlich aufgefordert, ihr analytisches Vermögen noch vermehrt zur regelmässigen Evaluierung der in den Mitgliedländern erzielten strukturellen Fortschritte sowie der Auswirkungen der Anwendung neuer Technologien einzusetzen. Vorgeschlagen wurde (Niederlande) eine Anzahl quantitativer mikroökonomischer Indikatoren zu entwickeln.

Die Schweiz setzte sich ein für eine kohärent liberale Haltung der OECD-Staaten im Spannungsfeld zwischen eigener Investitionstätigkeit im Ausland und Investitionsregimes zu Hause, für eine Verstärkung des "national treatment instrument" und für Fortschritte bei den TRIMS-Verhandlungen in Genf. Im Technologiebereich betonte sie dessen Wichtigkeit für die Wettbewerbsfähigkeit eines Landes, die staatliche Verantwortung in der Ausbildung und die Eigenverantwortlichkeit der Industrie für eine marktorientierte R+D-Strategie.

#### Verhältnis der OECD zu den NIEs (newly industrialized economies)

Das diesem Thema gewidmete Arbeitessen brachte den erwarteten Konsens über die Opportunität, mit einigen immer gewichtigeren, aber ökonomisch, politisch und völkerrechtlich höchst unterschiedlichen Schwellenländern einen vorerst noch näher zu definierenden Dialog im Hinblick auf deren bessere Integration in die Weltwirtschaft aufzunehmen. Die USA hätten gerne auch noch die Agenda dazu geliefert (Handelsbilanz-Überschüsse, Einhaltung fairer Handelsspielregeln etc.), sowie die gemeinte Region (Asien) namentlich erwähnt, während andere dies verhandlungstaktisch für unklug hielten (Provokation von Gegenforderungen, "Big stick"-Eindruck usw.). Schliesslich setzte sich folgende, von der Schweiz massgeblich mitgeprägte Haltung durch:

1. Es geht um eine Offerte zum Dialog, welche die gleichzeitige und einseitige Aufdrängung einer Agenda schlecht verträgt.
2. Der Generalsekretär erhält im Communiqué ein offenes und flexibles Mandat zu direkten, informellen Kontakten mit einzelnen NIEs. (Man ist sich im klaren, dass diese vorderhand auf die sogenannte "4 Tiger" gerichtet sind, dies jedoch, um allfällige Empfindlichkeiten zu schonen, nicht ausdrücklich sagt). Im weiteren wird die zu diesem Zweck bereits geschaffene Arbeitsgruppe des Rates dem Generalsekretär - bis Ende Jahr - genauere Vorschläge zur Art und Weise des Vorgehens machen.

-----

Schweizerische Delegation wurde von BR Delamuraz (19. Mai) und SS Blankart (18. Mai) geführt.



Schweizerisches Flugzeug für eine Sondermission des Koordinators der Vereinten Nationen für die wirtschaftliche und humanitäre Hilfe an Afghanistan, Sadruddin Aga Khan

Der Bundesrat hat beschlossen, einem Gesuch des Generalsekretärs der Vereinten Nationen zu entsprechen und dem Afghanistankoordinator der Vereinten Nationen für eine erste Abklärungsmission ein Flugzeug zur Verfügung zu stellen. Um ein möglichst koordiniertes Vorgehen beim Wiederaufbau und der Rückführung der Flüchtlinge in Afghanistan zu planen, nehmen neben dem Koordinator die Leiter oder deren Stellvertreter der wichtigsten internationalen Organisationen (HCR, FAO, PAM, UNICEF etc.) an der Mission teil, die nach Afghanistan, Pakistan und Iran führen soll. Die Mission wird voraussichtlich am 26. Mai beginnen und ungefähr 5 Tage dauern. Von dieser soll auch eine politische Signalwirkung ausgehen, die dem UNO-Generalsekretär erlauben soll, eine solide und glaubwürdige Basis zu schaffen für den anfangs Juni geplanten Appell an die Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen zur Unterstützung der Wiederaufbauprogramme.

Der Bundesrat hat seine Zustimmung an zwei Vorbedingungen geknüpft. Gemäss Sadruddin Aga Khan ist die erste - das Einverständnis aller von der Mission unmittelbar betroffenen Staaten (Afghanistan, Pakistan, Iran) - bereits erfüllt. Die zweite Vorbedingung, die Information des afghanischen Widerstands über ihre Niederlassungen in Pakistan, soll ein bis zwei Tage vor Missionsbeginn durch einen Emissär Sadruddins erfüllt werden. Unsererseits haben wir mehrere Vertretungen damit beauftragt, uns Informationen über die obigen Bedingungen zukommen zu lassen. Sobald die vom Bundesrat formulierten Kriterien erfüllt sind, wird auch die schweizerische Öffentlichkeit über die von uns gewährte Unterstützung informiert.

Bei dem zum Einsatz kommenden Flugzeug handelt es sich um einen unter schweizerischem Hoheitszeichen fliegenden Falcon 900 der Firma Aeroleasing S.A. in Genf.

Mit diesem Entscheid bekräftigt der Bundesrat seine Absicht, sich an den Bestrebungen zum Wiederaufbau Afghanistans und zur Rückkehr der Flüchtlinge im Rahmen eines koordinierten Vorgehens der internationalen Organisationen zu beteiligen.

Diplomatische Inspektionsreise des Direktors für Verwaltungsangelegenheiten und Aussendienst nach Nordamerika.

Botschafter Manz nahm seine Teilnahme an Konsular-konferenzen in Washington und Ottawa, die alle drei Jahre durchgeführt werden, zum Anlass, fünf diplomatische Missionen und konsularische Posten zu inspizieren. So besuchte er in der Zeit vom 3. bis 19.5.1988 New York (UNO-Mission und Generalkonsulat), Washington D.C., Ottawa und Montreal.

Neben Gesprächen mit den Missions- und Postenchefs und deren Gattinnen sowie der Teilnahme an "Staff Meetings" gab der Direktor der DVA allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die dies wünschten, Gelegenheit zu einer persönlichen und vertraulichen Aussprache. Dass dabei über 40 Einzelgespräche gewünscht und geführt worden sind, hat erneut gezeigt, wie sehr diese Art der persönlichen Kontaktnahme von unseren Kollegen auf Aussenposten geschätzt wird und einem Bedürfnis entspricht. Sie trägt ohne Zweifel zum besseren gegenseitigen Verständnis sowie zu erhöhtem Vertrauen auf beiden Seiten bei. Zudem konnte sich der Verwaltungsdirektor aufgrund der an Ort und Stelle gemachten Beobachtungen einen besseren Einblick in die lokalen Verhältnisse verschaffen und in einzelnen Fällen - zusammen mit den Missions- und Postenchefs - Vorschläge zur Lösung von Personal- und Organisationsfragen erarbeiten.

Botschafter Manz benützte diese Gelegenheit auch, um - begleitet vom jeweiligen Schweizer Botschafter - mit seinen Amtskollegen in Washington und Ottawa Fragen von beidseitigem Interesse zu besprechen, was ihm insbesondere auf den Gebieten "Sicherheit", "EDV-Einsatz" und "Verbesserung der Situation der Frau" zu interessanten Erkenntnissen verhalf. Kontakte mit Vertretern der Schweizerkolonien, der Handelskammern sowie Vertrauensanwälten u.a. gaben ihm überdies Gelegenheit, diese Kreise zu pflegen und zu motivieren.

Von besonderem Interesse waren auch die beiden Konsularkonferenzen in Washington und Ottawa, wo - unter Teilnahme weiterer Vertreter des EDA (Chef der Politischen Abteilung I, Chef des Auslandschweizerdienstes), des BAWI, der OSEC, der SVZ u.a. - mit den äusserst zahlreichen konsularischen Vertretern dieser Region (in den Vereinigten Staaten sind es 6 Generalkonsulate und 21 durch Honorarkonsuln geleitete Konsulate; in Kanada 3 Generalkonsulate und 3 Konsularagenturen) im Sinne eines Wiederholungs- und Weiterbildungskurses Fragen politischer, wirtschaftlicher, kultureller und administrativer Natur besprochen wurden. Neben der Informationsvermittlung dienten diese Treffen auch der Förderung des Zusammengehörigkeitsgefühls und des Vertrauens zwischen den konsularischen Posten einerseits sowie den Botschaften und der Zentrale andererseits.

BRUNNER.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 25.5.1988

1.A.22.14.7.3. - HK/1A

Interne Verteilerliste

Betrifft: Information hebdomadaire 20/88

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiter	Frau Hanselmann	
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Barras	BF
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Faivet	LA FB
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	BH
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger	GI HL
Informationsdienst	Hr. Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

Bern, den 25.5.1988

TELEGRAMM (CH)

20/88

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- |                 |                |                  |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra         | - Helsinki     | - Rabat          |
| - Addis Abeba   | - Houston      | - Riad           |
| - Alger         | - Islamabad    | - Rio de Janeiro |
| (- Amman)       | - Istanbul     | - Rom            |
| - Ankara        | - Jakarta      | - San Francisco  |
| - Athènes       | - Johannesburg | - San José       |
| - Bagdad        | - Kairo        | - Santiago       |
| - Bangkok       | - Kinshasa     | - Sao Paulo      |
| - Barcelona     | - Lagos        | - Seoul          |
| - Beirut        | - Lima         | - Stockholm      |
| - Berlin Ost    | - Lissabon     | - Teheran        |
| - Berlin West   | - London       | - Tel-Aviv       |
| - Bombay        | - Los Angeles  | - Tokio          |
| - Bonn          | - Luxemburg    | - Washington     |
| - Brasilia      | - Madrid       | - Wien           |
| - Brüssel (2)   | - Marseille    |                  |
| - Budapest      | - Mexiko       |                  |
| - Buenos Aires  | - Montreal     |                  |
| - Bukarest      | - Moskau       |                  |
| - Canberra      | - Nairobi      |                  |
| - Caracas       | - New Delhi    |                  |
| - Chicago       | - New York (2) |                  |
| - Colombo       | - Ottawa       |                  |
| - Dar es Salaam | - Oslo         |                  |
| - Den Haag      | - Paris (3)    |                  |
| - Djeddah       | - Peking       |                  |
| - Dublin        | - Prag         |                  |
| - Guatemala     | - Pretoria     |                  |
| - Havanna       |                |                  |

## b) per Kurier:

Abidjan		
Abu Dhabi		
Addis Abeba	Hamburg	Panama
Akkra	Hanoi	Panmunjom
Alger	Harare	Paris (3)
Amman	Havanna	Prag
Amsterdam	Helsinki	Pretoria
Ankara	Hong Kong	Quito
Antananarive	Houston	Rabat
Asuncion	Islamabad	Rio de Janeiro
Athen	Istanbul	Rom
Atlanta	Jakarta	San Francisco
Bagdad	Johannesburg	San José
Bangkok	Kairo	Santiago de Chile
Barcelona	Karachi	Sao Paulo
Beijing	Khartoum	Singapur
Beirut	Kigali	Sofia
Belgrad	Kinshasa	Stockholm
Berlin/BRD	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Stuttgart
Bogota	Kuwait	Seoul
Bombay	Lagos	Sydney
Bonn	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bordeaux	Lima	Tel-Aviv
Brasilia	Lissabon	Tokio
Brüssel+Mission	London	Toronto
Budapest	Los Angeles	Tripolis
Buenos Aires	Luanda	Tunis
Bukarest	Luxembourg	Vancouver
Canberra	Lyon	Warschau
Caracas	Madrid	Washington
Chicago	Mailand	Wellington
Colombo	Manchester	Wien
Conakry	Manila	Yaoundé
Dakar	Maputo	Zagreb
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

## Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste